

*Le budget*

déral, aussi fatigué et peu imaginatif soit-il, ne peut-il accorder aux Canadiens ce qu'ils réclament dans tous les sondages? Ainsi, pourquoi ne fait-il rien pour protéger l'environnement et freiner le réchauffement de la planète, favoriser le développement durable, allier l'économie et l'environnement, prévenir au lieu de guérir et établir les programmes sociaux qu'exige le développement durable. Ce ne sont sûrement pas les compétences qui manquent, ni d'ailleurs les modèles, comme le prouvent la Suède, les Pays-Bas et la Norvège.

Au Canada, les propositions fusent de toutes parts, tel l'impôt des pollueurs que propose l'union québécoise pour la conservation de la nature, le Groupe de recherche appliquée en macro-écologie. Il s'agit d'une taxe sur les émissions de gaz carbonique, qui supprimerait la nécessité d'imposer la taxe sur les produits et services et qui réduirait en même temps la pollution responsable du réchauffement de la planète.

Dans son premier budget des années 90, le ministre des Finances ne prévoit rien qui pénalise les pollueurs ni qui encourage les Canadiens qui veulent protéger leur environnement. Qu'est-ce qu'il attend? Qu'est-ce qui l'empêche d'appliquer des principes écologiques à la fiscalité canadienne? Pourquoi n'exempte-t-il pas de la taxe sur les produits et services les produits que le Programme de choix environnemental considère comme écologiques? Pourquoi ne consacre-t-il pas des fonds à la promotion des énergies renouvelables, au lieu de les couper? Pourquoi ne renforce-t-il pas la recherche canadienne en matière de technologie de l'environnement? Pourquoi ne multiplie-t-il pas les déductions fiscales aux entreprises qui investissent dans les procédés industriels aptes à réduire la pollution? Pourquoi ne prévoit-il aucun stimulant à la réduction des déchets afin d'aider les municipalités dans leur tâche herculéenne?

En ne prenant aucune mesure de cette nature, le gouvernement prouve qu'il ne voit dans la protection de l'environnement qu'une occasion de s'attirer la faveur électorale. Il s'est arrêté là. Il n'a pas vu que les grands discours sur l'environnement devaient être appuyés par des gestes concrets. C'est pour cela qu'il prête le flanc aux accusations, justifiées, d'opportunisme politique. Le discours du budget en est un bon exemple.

Le ministre des Finances dit: «Les Canadiens veulent des mesures de protection de notre environnement», mais le plan d'action pour l'environnement qui devait être annoncé en même temps que le budget, pour que l'on ait un exposé environnemental en même temps qu'un exposé économique, a été reporté. Nous avons appris que ce plan serait responsable sur le plan financier.

C'est un signe que le ministre des Finances entend menotter le ministre de l'Environnement.

• (1630)

De toute évidence, ce gouvernement ne comprend pas ce que développement durable signifie. L'environnement et l'économie sont vus comme deux forces distinctes, concurrentielles. Le gouvernement parle de développement durable, mais il ne veut pas prendre les difficiles décisions qui s'imposent. Il est évident que ce n'est pas quelque chose de bien haut dans l'ordre des priorités du gouvernement.

Ce n'est pas par hasard que le ministère de l'Environnement ne reçoit que moins de 1 p. 100 de l'argent dépensé par le gouvernement. Ce n'est pas par hasard que le Centre de Winnipeg pour le développement durable, promis en septembre 1988 par le premier ministre, n'a toujours pas été annoncé. Ce n'est pas par hasard que le plan environnemental a été rejeté par le Cabinet. Ce n'est pas par hasard que le gouvernement ne se préoccupe pratiquement pas des formes d'énergie renouvelables et non fossiles. Ce n'est pas par accident que Petro-Canada sera vendue, c'est parce que le gouvernement ne reconnaît pas sa valeur pour mettre au point des solutions autres que les combustibles fossiles pour l'avenir.

Le ministre des Finances résume bien l'attitude du gouvernement actuel à l'égard de l'environnement quand il dit—à la page 8609 du *hansard*—qu'aussi longtemps que le déficit restera aussi élevé qu'il l'est maintenant: «Nous ne disposerons pas des fonds nécessaires pour financer les soins de santé, l'enseignement postsecondaire, l'environnement, les affaires indiennes ou n'importe lequel de ces programmes.»

Il poursuit en disant que si nous pouvons réduire le déficit en cinq ans seulement, «nous aurons des milliards de dollars de plus qui serviront soit à diminuer les impôts, soit à maintenir et à améliorer ces programmes, soit à prendre de nouvelles initiatives comme celles qui touchent l'environnement.»

À son avis, l'environnement devrait attendre cinq ans. L'environnement n'attendra pas cinq ans, lui: une vague environnementale chassera certainement les conservateurs du pouvoir d'ici 1992.

Ce budget ne parle pas des Canadiens dont la survie dépend du poisson. En général, nous n'exploitons pas nos pêcheries conformément aux exigences du développement durable. Si nous prenons dès maintenant les difficiles mesures de conservation qui s'imposent, dans quelques années, les villages de pêcheurs du Canada atlantique seront de nouveau prospères. Entretemps, cependant, nous devons aider les villages côtiers en leur offrant des programmes sociaux pour assurer une vie stable à leurs habitants jusqu'à ce que la ressource se